

Document

Syrie: ce n'est pas une révolte, c'est une révolution

(slateafrique.com)

30 mai 2011

Le peuple syrien lutte toujours pour un changement de régime. Damas met en place différentes stratégies pour détourner les manifestants de leurs revendications, mais les insurgés savent que le processus démocratique sera long et complexe.

Après avoir pris sa maison d'assaut, les forces de sécurité syriennes ont, le 22 mars 2011, procédé à l'arrestation de l'écrivain et éditeur syrien Louay Hussein. Motif supposé: il avait appelé à manifester sur Facebook. Ancien prisonnier politique (de 1984 à 1991), Hussein avait lancé un appel à la solidarité en faveur des manifestants de Deraa. Il a été libéré quelques jours plus tard.

Une lutte pour des réformes

Hussein est encore actif sur Facebook. Il continue d'appeler aux manifestations, et soutient publiquement les habitants des villes et des cités assiégées. Il sait qu'il est en danger, mais il ne peut abandonner la lutte: pour lui, ce n'est pas une simple révolte -c'est une révolution.

Hussein -comme nombre d'autres personnes en Syrie- estime qu'il ne peut plus faire machine arrière. S'ils cessent de résister et qu'ils rentrent chez eux, le régime en place survivra, et tous les acteurs du mouvement de protestation seront arrêtés, torturés ou tués. Il leur faut donc continuer -et, s'il le faut, mourir avec dignité.

«C'est une révolution, pas une simple révolte; il y a une différence. Les autorités veulent que nous leur demandions la permission de manifester; mais la Syrie est en train de vivre une révolution. Nous refusons de demander quoi que ce soit aux autorités. Nous ne leur faisons pas confiance. Il s'agit ici de changer le régime, qui n'est selon nous pas capable de réformer notre pays», a déclaré Hussein sur sa page Facebook, quelques jours après sa libération.

Hussein m'a accordé une interview par téléphone, depuis Damas. Selon lui, si le nombre de militants syriens n'égale pas celui des mouvements égyptiens, yéménites et tunisiens, il faut néanmoins prendre en compte l'étendue des manifestations. *«Semaine après semaine, elles prennent de plus en plus d'envergure, et touchent aujourd'hui la plupart des villes et des cités syriennes, assure-t-il. Et n'oublions pas qu'il faut beaucoup de courage pour manifester en Syrie. Disons-le tout net: ces gens risquent leurs vies.»*

Hussein confirme que ces dernières semaines, de nombreux procès ont eu lieu à Damas et à Alep; selon lui, l'écrasante présence des forces de sécurité complique grandement la tenue de manifestations dans ces deux cités.

«Les manifestants ne retourneront pas chez eux, m'a-t-il dit. Les réformes promises par le régime n'incluent aucune modification du système politique actuel. Tant que le régime refuse de prendre au sérieux cette nouvelle force politique -la rue-, les propositions de réforme sont tout simplement inutiles.»

Le régime joue la carte israélienne

Que ce soit dans les rues de Syrie, sur Facebook ou sur Twitter, nombre de militants relaient le même message: tant qu'il y aura des prisonniers politiques dans les geôles syriennes, tant que des manifestants continueront d'être humiliés, arrêtés et tués, toute tentative de réforme ou de dialogue sera vouée à l'échec. Mais ils savent tous que si le régime perdure, il fera la chasse aux militants et aux manifestants.

Ces deux derniers vendredis, des manifestations ont été organisées dans toute la Syrie pour protester contre les mesures répressives du régime. La stratégie des dirigeants n'a pas fonctionné. Et lorsqu'il a compris que ses mesures extrêmes avaient échouées, le régime a décidé de jouer la carte israélienne.

Le dimanche 15 mai, à l'occasion de la commémoration de la Nakba, un grand nombre de Syriens et de Palestiniens résidant en Syrie ont défilé jusqu'à la frontière israélienne dans la ville de Majdel Shams (Syrie); une première. Pour beaucoup d'observateurs, il fallait y voir deux choses. D'une part la volonté des dirigeants syriens de détourner l'attention des manifestants pour mettre en lumière un mouvement anti-israélien; d'autre part un message de Bachar Al-Assad, signifiant à Israël que son régime pouvait décider de ne plus lui accorder son soutien.

On a observé le même phénomène à la frontière libano-israélienne, dans la ville méridionale de Maroun al-Ras. Les affrontements ont fait quinze morts parmi les Palestiniens, ainsi que nombreux blessés.

Pour Hussam, militant Syrien originaire de la ville de Homs, cette situation est tristement ironique: le régime d'Al-Assad a autorisé -et même encouragé- cette manifestation, avant de reprocher aux Israéliens d'avoir tiré sur des manifestants pacifiques...ce qu'il fait à l'intérieur de ses frontières. *«On a découvert le charnier de Deraa le même jour»*, remarque-t-il.

La communauté internationale doit soutenir mais pas intervenir

Selon Rana, une jeune militante de Damas, la communauté internationale doit comprendre que si le régime survit à cette crise, il ne sera nullement affaibli, et ne sera pas plus disposé à faire des compromis, qu'il s'agisse du processus de paix, de l'Iran ou du Hezbollah. *«Ce sont les conflits qui font vivre ce régime. Après avoir tué les manifestants ayant participé à la résistance, après les avoir accusé d'être des traîtres et des agents secrets, ce régime ne signera aucun accord de paix»*, estime Rana.

Hussam et Rana se sont réjouis des mesures prises par le gouvernement américain contre le régime, ainsi que du discours sur le Moyen-Orient du président Obama -et ce en grande partie parce qu'il ne laisse pas présager une intervention militaire en Syrie. *«Tant qu'ils sont fermes et durs avec Al-Assad, cela nous suffit. Nous nous occupons du reste»*, affirme Hussam.

Vers un conflit communautaire orchestré par le régime?

Le meurtre des manifestants pacifiques suscite néanmoins un sentiment de colère et un désir de vengeance grandissants. Le régime va sans doute tirer parti de cette colère en orchestrant un conflit communautaire, pouvant notamment opposer les sunnites aux wahhabites. Il s'en servira pour justifier le recours à la force contre le peuple syrien, et prétendra «empêcher une guerre civile» en réprimant les actions non-violentes des opposants au régime. Voilà quinze ans qu'il use de cette stratégie au Liban, et il n'hésitera pas à faire de même en Syrie. Il adoptera la même méthode, en imposant au pays de choisir entre la liberté et la sécurité, sans jamais lui permettre d'obtenir les deux.

Mais la rue syrienne en est parfaitement consciente; c'est pourquoi elle emploie une rhétorique et des slogans anti-sectaires. Et s'il n'existe pour l'instant aucun front d'opposition syrien clairement identifiable, les manifestants utilisent néanmoins les mêmes slogans d'un bout à l'autre du pays. *«Les jeunes syriens ont su tirer parti des technologies et des techniques modernes pour s'organiser; cela nous a permis d'adopter les mêmes slogans, et d'entretenir l'espoir de fédérer les mouvements d'opposition»*, nous explique Aref Dalila, économiste syrien et ancien doyen de la faculté d'économie de l'université de Damas.

La lutte sera encore longue avant d'établir une démocratie moderne

Dalila fut prisonnier politique de 2001 à 2008; aux côtés d'autres intellectuels syriens, il avait initié le «printemps de Damas», une période d'activisme politique qui avait suivi la mort de l'ancien président, Hafez Al-Assad. Une fois libre, il ne fut pas autorisé à reprendre son poste à l'université, et il fut interdit d'enseigner.

Selon Dalila, les jeunes qui s'organisent et qui manifestent dans les rues n'ont que très peu d'expérience politique, et pour cause: voilà cinquante ans que le régime empêche -avec succès- l'apparition de tout

mouvement d'opposition. *«Quand tout cela sera fini, il sera très difficile de bâtir un système démocratique moderne sans passer par un processus des plus épineux, qui pourrait provoquer une certaine agitation, un certain chaos»*, explique-t-il. Mais il ajoute qu'au terme de ce processus long et complexe, le peuple syrien aura élaboré un nouveau système, une avancée qui justifiera à elle seule cette lutte; c'est du moins selon lui le scénario le plus plausible.

Mohammad Abdullah, journaliste syrien basé aux États-Unis, est d'accord avec cette analyse:

«A mon sens, ils ne peuvent plus faire machine arrière. Les Syriens savent qu'ils leur en coûteraient bien plus d'arrêter maintenant que de continuer à manifester.»

Lorsqu'on lui demande comment il voit la suite du mouvement, Abdullah répond: *«Je ne sais pas ce que l'avenir leur réserve, mais lorsque je demande aux gens du pays comment ils voient cet avenir, ils me répondent d'un mot: 'Liberté!'»*.